

Lutte de classe

A bas Sarkozy-Fillon et les institutions de la Ve République !

Fillon a affirmé, mardi soir, qu'avec l'accession de Sarkozy à l'Élysée, la France « *revient au fonctionnement normal des institutions de la Ve République telles que le général de Gaulle les avait conçues* » et d'ajouter « *C'est une dérive de ces institutions qui avait conduit sous Mitterrand, puis ensuite sous Jacques Chirac, le président à prendre cette posture d'arbitre qui ne correspond pas à l'importance de l'élection présidentielle dans la vie politique française.*».

Fillon confirme ainsi à sa manière le bien-fondé de l'orientation politique que j'ai définie et qui est dirigée contre la constitution, pilier des institutions bonapartistes de la Ve République qui concentrent tous les pouvoirs.

On peut comparer l'Etat-UDR de De Gaulle et l'Etat-UMP de Sarkozy et expliquer qu'ils ne sont pas tout à fait identiques, que la présence de quelques membres du Nouveau centre, du Parti radical et du PS constitue déjà en quelque sorte « *une dérive des institutions* » que Sarkozy et Fillon le veuille ou non, parce que la situation sociale et économique n'est plus aussi favorable aux représentants du capital qu'en 1958 pour leur permettre de faire tout ce qu'ils voudraient. Peu importe, même s'il y a loin de la coupe aux lèvres.

Mais surtout ne nous y trompons pas, ne tombons pas dans le piège qui consisterait à considérer les intérêts du Parti radical, du Nouveau centre et du PS, ajoutons-y le MoDem, comme antagoniques ou différents de ceux de l'UMP en nous basant simplement sur des déclarations contradictoires ou des différences tactiques qui certes existent, mais qui au bout du compte n'ont qu'une importance relative par rapport aux intérêts fondamentaux qui leur sont communs et qu'ils défendent.

Il est clair que tous les membres du gouvernement Sarkozy-Fillon doivent passer sous les fourches Caudines de la direction de l'UMP et accepter toutes leurs conditions avant d'être officiellement investis, ce qui signifie à l'arrivée, qu'ils font bien tous partie de la même famille politique.

Sarkozy-Fillon pour mener à bien leur politique réactionnaire ont besoin du soutien des syndicats et des partis se réclamant du mouvement ouvrier, jusqu'à quel point, c'est une question que personne n'a osé aborder jusqu'à présent, vous l'aurez constaté comme moi.

Compte tenu que les uns et les autres n'ont d'autres intérêts à défendre que l'existence de leurs propres organisations dont dépend celui de leurs appareils, à partir du moment où Sarkozy-Fillon leur donneront des gages suffisants garantissant leur survie, ils le soutiendront et n'auront aucun intérêt à se tourner vers le prolétariat pour engager le combat contre le gouvernement.

Cependant, les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers ou se présentant comme tels avec leurs appareils ne sont pas les seuls sur le terrain, leur marge de manœuvre n'est pas illimitée, car ils savent que des milliers de militants fidèles à la classe ouvrière sont prêts à engager dès maintenant le combat contre le Medef et le gouvernement et que de larges couches du prolétariat n'attendent qu'un signal ou une occasion pour déferler dans les rues.

Or, ils doivent empêcher à tout prix que le prolétariat se rassemble au sein d'un parti qui exprimerait réellement leurs aspirations, qu'un parti révolutionnaire se construise, de la même manière, ils craignent par-dessus tout de perdre à un moment donné le contrôle de la situation au cours de laquelle le prolétariat se dressera contre le pouvoir en place.

Comme toujours dans le passé, les dirigeants des syndicats et des partis soi-disant ouvriers vont soutenir le gouvernement aussi loin qu'ils le pourront, ils ont déjà commencé à le faire, avant d'amorcer une volte-face tactique face à la mobilisation grandissante des travailleurs, en reprenant à leur compte la fameuse tactique du front unique au moment opportun qui leur servira à dresser un obstacle infranchissable devant les masses pour faire refluer leur mobilisation, le front unique devant

servir finalement de rempart efficace pour protéger le gouvernement, les institutions et le régime ce qu'il a toujours fait dans le passé.

Ceux, qui croient que le front unique pourrait servir à autre chose dans la situation actuelle, se trompent et ne tiennent absolument pas compte des leçons du passé.

Les masses peuvent déferler par millions dans les rues dans le cadre d'une grève générale par exemple, le PS-PCF peuvent réaliser le front unique, y compris avec d'autres organisations, et alors ? En l'absence ne serait-ce que d'un embryon de parti révolutionnaire dans ce pays pour impulser le combat dans la bonne direction, que voulez-vous qu'il se produise ensuite ? La même chose qu'en 1936 ou qu'en 1968. Le front unique ne peut pas aboutir à autre chose en l'absence du parti, vous pourrez vous torturer l'esprit autant que vous voudrez pour trouver une autre réponse à cette question, vous n'en trouverez pas. Ne croyez pas non plus que le parti émergera et se construira spontanément au cours d'une crise révolutionnaire, se serait se leurrer ou se faire des illusions, il n'existe d'ailleurs aucune expérience dans le passé de la lutte de classe du prolétariat sur laquelle s'appuyer pour étayer cette hypothèse peu vraisemblable.

Quel est notre objectif ? Mieux vivre en régime capitalisme ou le renverser ? La réponse à cette question sera déterminée par notre analyse de la situation politique et les tâches correspondantes qui en découleront.

Deux lignes politiques possibles s'affrontent.

Doit-on combattre en l'absence du parti révolutionnaire sur la ligne du front unique pour finalement accorder un nouveau sursis au régime en place, accessoirement en lui soutirant des miettes ?

Où au contraire doit-on intervenir dans la lutte des classes sur la base de notre propre programme pour construire le parti et nous préparer aux prochains combats que le prolétariat livrera ?

Dans le premier cas, notre combat sera subordonné ou dépendra du rôle et de la place des appareils, de leur tactique, dans le second, il partira des tâches que nous avons à accomplir dans cette situation, dont la principale demeure plus que jamais la nécessité de construire le parti, puisque toutes nos tâches devraient être subordonnées uniquement à celle-ci, et non au front unique qui apparaît ici très clairement comme un abandon de notre indépendance politique et de notre objectif.

D'un côté, subordination, dépendance ou détermination de notre politique par rapport aux appareils, de l'autre, subordination de notre politique par rapport à la nécessité de construire le parti.

Voilà deux lignes politiques opposées et inconciliables, l'une opportuniste, l'autre révolutionnaire.

A vous de choisir.

(source : *Le Monde* 13.06.07)